



Le gendarme de la fortune publique est à pied d'oeuvre dans plusieurs administrations camerounaises. Selon des informations émanant de sources au contrôle supérieur de l'Etat (Consup), les enquêteurs fouinent. Parmi les administrations concernées, on peut citer le ministère des transports, l'autorité aéronautique civile, la société immobilière camerounaise (Sic). En ce qui concerne le ministère des transports, c'est la gestion à la fois de Mebe Ngo'o et Robert Nkili qui est auditionnée. La mission s'y trouverait depuis environ 3 mois.

L'une de nos sources nous informe à ce sujet que l'Etat n'a pas encore vu clair dans l'affaire notamment des MA60, du nom de ces avions chinois acquis par l'Etat du Cameroun à un prix exorbitant. Mais il n'y a pas que le Mintransport qui est dans le viseur. On nous signale aussi des équipes du Consup à la Sic. On se souvient qu'en 2016, le personnel de cette structure d'Etat avait saisi la presse pour faire état de malversations, de surfacturation, de missions fantaisistes, de rétro-commission...

Vrai ou faux? Le rapport attendu du Consup l'indiquera, vu que les fins limiers y sont également depuis 3 mois. Dans la même spirale, l'autorité aéronautique (Ccaa), que manage Koki Assoumou. Mais, il est probable que les enquêteurs du Consup s'intéressent surtout à la gestion de son prédécesseur, Pierre Tankam, car, comme nous l'indiquent nos sources, ces enquêtes sont susceptibles de remonter à la gestion de plusieurs années.

Toutes ces missions qui sont spéciales, c'est-à-dire décidées par le chef de l'Etat, ont actuellement cours. C'est aussi le cas au programme de sécurisation des recettes routières (contrôle des péages routiers). D'autres missions au sein d'autres structures étatiques sont envisagées. Il s'agit du chantier naval, la société de recouvrement des créances (Src), le bureau de gestion du fret terrestre (Bgft). Il ne reste plus qu'à les déployer lorsque le président l'aura décidé.

Emergence